

Réinventer le monde après le covid-19

La crise sanitaire inédite et de grande ampleur que traverse le monde aujourd'hui nous interpelle à plusieurs niveaux et nous amène à nous poser la question :

Une fois la crise derrière nous, le monde continuera-t-il comme avant, guidé par le néo-libéralisme qui gère le monde comme une entreprise au sein de laquelle **le travail et la santé sont des marchandises** ?

70 % des Français jugent nécessaire de réduire l'influence de la finance et des actionnaires sur la vie des entreprises.*

73 % des Français sont favorables à la mise sous conditions écologiques et sociales des aides publiques versées aux entreprises.*

91,3 milliards d'euros, c'est le montant des niches sociales accordées en 2019 par l'État aux entreprises.

La réponse dépend de notre capacité en tant que citoyens à inverser la dynamique mortifère d'avant le covid-19 par une autre, **en rupture totale** avec

« l'ordre du marché libre »

qui a soumis même les droits des Etats aux calculs d'utilité économique. La globalisation de l'économie mondiale dirigée par les seuls mobiles du gain et du profit a réduit les êtres humains à un nuage de particules à faible interaction animées par leur seul intérêt individuel

La croyance aveugle dans un « marché libre et non faussé » qui flexibilise le marché du travail est devenu un dogme ou plutôt une religion imperméable aux critiques.

Le néo-libéralisme a non seulement affaibli les Etats et atomisé les individus, il a aussi perturbé la nature et la vie animale par la déforestation à grande échelle, les élevages intensifs et les activités industrielles affranchis de toute réglementation dont celles extractives.

Nombreuses études scientifiques montrent que tous ces facteurs ont offert à différents microbes de la faune sauvage des moyens d'arriver jusqu'au corps humain.



Quant à la justice sociale, l'offensive néo-libérale a affaibli les 3 piliers de l'Etat social :

le droit du travail, la sécurité sociale et le service public.

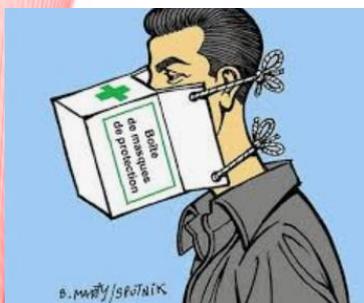
En France, l'héritage de l'après 1945 fait que ces trois piliers résistent tant bien que mal alors qu'un travail de sape du programme du Conseil national de la Résistance opère depuis les années 80.

Ce démantèlement méthodique et progressif de l'Etat social, s'est accéléré sous la présidence d'Emmanuel Macron par l'attaque du code du travail,

- **l'étatisation de la Sécurité sociale** en lui faisant supporter les allègements de cotisations,
- **la réduction des services publics** par la mise en concurrence et la privatisation d'un grand nombre d'entre eux ainsi que
- **la réforme de la retraite** qui veut mettre fin à un régime solidaire par répartition à prestations définies en le remplaçant par un système à cotisations définies.

Réinventer le monde après le covid-19... suite

Un des signes phares de ce démantèlement du service public est la marchandisation de la santé **et sa privatisation rampante.**



La crise sanitaire actuelle a mis à nu la situation de l'hôpital public en France : **Stocks insuffisants** de masques et de kits de dépistage, absence de dispositifs de préparation aux grandes pandémies. Les coupes budgétaires successives et colossales dans les hôpitaux se traduisent aujourd'hui par un nombre élevé de décès à cause du covid-19 au sein de la population et du personnel soignant

STOP à la privatisation du système de santé

69 % des Français jugent

nécessaire de ralentir le productivisme et la recherche perpétuelle de rentabilité.*

Lors de son discours du 12 mars, Emmanuel Macron assure qu'il a changé de croyance. « *Ce que révèle d'ores et déjà cette pandémie, a-t-il dit lors de son allocution au pays le 12 mars, c'est que la santé gratuite sans condition de revenu, de parcours ou de profession, [pour] notre État-providence, ne sont pas des coûts ou des charges mais des biens précieux, des atouts indispensables quand le destin frappe [...]. Il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché.* »

Cependant, à la demande d'Emmanuel Macron, la Caisse des dépôts et consignations élabore un plan pour l'hôpital public en opposition totale avec l'esprit de son discours du 12 mars. Ce plan s'inscrit bel et bien dans la logique néo-libérale de marchandisation de la santé.



Attention donc, à la sortie de cette crise, le néo-libéralisme risque d'absorber le choc et rebondir comme si de rien n'était. L'exemple de la crise financière de 2008 en est la preuve car dès 2010 tout est reparti comme avant et même avec une intensité plus importante.

STOP à la casse sociale

Déjà, sans attendre le plan de sortie du confinement, le patron du Medef Geoffroy Roux de Bézieux a annoncé le 11/04/2020 son souhait de **faire supporter aux salarié-e-s** les conséquences de cette crise par

- l'augmentation du temps de travail et
- la diminution des jours fériés.

En effet, il estime que les Français devront travailler plus pour relancer l'économie en faisant abstraction des conditions de santé et de sécurité des salariés.



Réinventer le monde après le covid-19... suite

On ne peut pas continuer comme AVANT

Ce que nous apprend cette pandémie, c'est qu'on ne peut pas continuer comme avant. Elle nous invite en effet à repenser notre dépendance au libre-échange et aux modes de consommation qui font pression sur les écosystèmes et détruisent l'environnement. Elle nous apprend aussi qu'une nation démocratique repose sur l'humain comme centre de préoccupation avec des interdépendances nécessaires pour la survie de l'espèce humaine.

300 milliards d'euros

d'avoirs français dorment dans les paradis fiscaux.

Ensemble, Construisons le jour d'après

Et, ce sont des centaines de milliers d'infirmières, de médecins, de caissières, de chauffeurs de camions d'éboueurs, d'agriculteurs etc... qui affrontent chaque jour le danger pour sauver des vies et assurer le fonctionnement des secteurs vitaux.

82 % des Français sont

favorables à une croissance économique plus respectueuse de l'environnement.*

Les belles initiatives de solidarité et de fraternité qui se sont exprimées durant ce confinement ont montré que nous appartenons à la communauté du vivant et ont prouvé que les conflits d'intérêts peuvent se diluer pour laisser place à intérêt commun comme valeur fondamentale.

PLUS JAMAIS ÇA
CONSTRUISONS ENSEMBLE LE JOUR D'APRÈS

L'après covid-19 doit être une rupture avec cette construction humaine nommée mondialisation et qui n'a rien de naturel si non l'assertivité des forces de travail aux seuls intérêts particuliers de quelques-uns.

C'est une occasion du renouvellement des forces progressistes pour la lutte contre l'injustice sociale, contre l'exploitation, contre l'aliénation et contre la destruction de l'environnement.

* de : Action Non-Violente Cop21, Alternatiba, Amis de la Terre, Attac France, CCFD Terre Solidaire, CGT, Confédération des Services publics, Fondation Copernic, FSU, Greenpeace France, Oxfam France, Reclaim Finance, Solidar

Pour la CGT, il est possible et urgent de rompre avec ce modèle. Ensemble, nous pouvons imposer le choix du progrès pour un monde juste, durable et solidaire qui nécessite de fortes transformations économiques, sociales et environnementales.

Plus de justice et de démocratie sociale

La démocratie doit s'exprimer au cœur de l'entreprise. Les salariés sont les producteurs de richesses, leur voix doit être entendue et leurs droits respectés.

Propositions CGT:

- créer de nouveaux droits pour les salariés. Les représentants des salariés doivent être présents à tous les niveaux de l'entreprise, avec droit de veto;

Retrouver les propositions de la CGT



Pour en savoir plus, la CGT vous invite à contacter ses élus

Les élu-e-s CGT aux CSE SSG et I2S:

HERVE Marie-Christine : Elue CSE SSG : 06 63 55 07 55, mc34gene@gmail.com

SANVISENS Clément : Elu CSE SSG : 06 43 56 59 77,

PHAM Quynh Chi : Elue CSE SSG : quynhnet@yahoo.f,

LANDIER Eric: Elu CSE SSG : elandier@hotmail.com,

DILSCHNEIDER Franck: Elu CSE I2S: 06 01 99 03 42,

CUCEGLIO Valérie: Elue CSE I2S: valerie.cuceglio1234@gmail.com,

DAGAIL Dominique: Elu CSE I2S: dominique.dagail@9online.fr,

BENABDERRAHMAN Abdelaziz: Elu CSE I2S: 0617251797,

Les délégués syndicaux CGT et RS :

DE FRANCO Michel: RS CSE I2S, 0608431060. conseiller du salarié, défenseur syndical

MARQUE Sébastien: 0685421938,

BERNARD Pascal: pascal.bernard781@gmail.com,

USTASE Vincent: uvjk.ss.cgtideuxs@free.fr